

Service Prévention des Risques Environnementaux
Secteur Industrie Agro-Alimentaire
9, rue du sabot
22 440 Ploufragan

Ploufragan, le 05/09/2025

- Rapport transmis à l'exploitant le 08/09/2025
- Modifications apportées au rapport le 30/09/2025
suite aux observations de l'exploitant du 26/09/2025
(contradictoire)

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/08/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TERRIAL SAS

14, Zone Industrielle de la Gare
22940 PLAINTEL

Code AIOT : 0005504669

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/08/2025 dans l'établissement TERRIAL SAS implanté 14, Zone Industrielle de la Gare à PLAINTEL (22940). L'inspection a été annoncée le 05/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TERRIAL SAS
- 14, Zone Industrielle de la Gare - 22940 PLAINTEL
- Code AIOT : 0005504669
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est spécialisé dans la fabrication de fertilisants organiques (produits azotés et engrais) à partir de matières premières organiques (fientes, fumiers, compost,...) et minérales (sulfates, urées, maërl,...).

Les activités du site sont actuellement régies par l'arrêté préfectoral du 16/10/2001, modifié le 19/11/2001 et le 30/09/2020 sous le régime de l'autorisation pour les rubriques 2170 (fabrication d'engrais, amendements et supports de cultures) et 2260 (broyage, concassage de matières végétales).

Le volume de produit entrant autorisé est de 38 700 tonnes par an, pour une production moyenne journalière de 130 tonnes de produits fabriqués et une production maximale annuelle de 36 500 tonnes.

Le procédé de fabrication des engrais comprend des cycles de mélanges des matières premières, de pressage et de séchage qui génèrent des airs viciés au niveau du bâtiment de stockage des matières premières et du bâtiment de granulation. Le procédé de traitement de l'air a été modifié en juin 2025 afin réduire les nuisances olfactives.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Odeur
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Activité autorisée	AP Complémentaire du 19/11/2001, article 1	/	Sans objet
2	Modifications des installations	Code de l'environnement du 30/07/2021, article 181-46	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
3	Défense extérieure contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 16/10/2001, article 8	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
4	Émissions d'odeurs	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
5	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 16/10/2001, article 5.4.1 et 5.4.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a été réalisée dans le cadre de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31 janvier 2024 modifié le 2 mai 2024. Les dossiers de porter à connaissance transmis les 5 juillet 2024 et 21 mars 2025, les travaux réalisés pour le traitement de l'air, la mise en place prochaine des moyens de lutte contre l'incendie (deux réserves en eau), les études en cours concernant les réseaux et l'installation d'un bassin de confinement ainsi que les constats réalisés le 7 août 2025 sur l'installation permettent de lever l'arrêté préfectoral de mise en demeure.

Il est néanmoins attendu de l'exploitant la transmission des éléments listés dans les fiches de constats n°2 à 4.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Activité autorisée

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/11/2001, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Tonnage
Prescription contrôlée : Tonnage journalier d'activité : La production moyenne journalière sera de 130 tonnes de produits fabriqués pour une production maximale annuelle de 36 500 tonnes.

Constats :

L'exploitant a transmis les données d'activité 2024 :

- Entrée matières premières : 20 746 tonnes
- Sortie produits finis conditionnés : 20 589 tonnes

Activité saisonnière avec 2 équipes (2x8) de janvier à juin et 1 équipe (1x8) de juin à décembre.

Cette année, dans le cadre de l'installation du dispositif de traitement de l'air, un arrêt technique de trois semaines a été effectué au mois de juin.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Modifications des installations

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/07/2021, article 181-46

Thème(s) : Situation administrative, Porter-à-connaissance

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 31/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 30/06/2024

Prescription contrôlée :

II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

Constats :

Le responsable de TERRIAL SAS a fait connaître, le 19 juillet 2024, le changement de dénomination de l'unité de fabrication de matières fertilisantes à partir de matières organiques et minérales, sous la dénomination SA AGRONOR, devenue AMENDIS SAS.

Un dossier de porter à connaissance relatif à l'évolution des conditions d'exploitation de la fabrique d'engrais et d'amendement, a été transmis à l'inspection le 5 juillet 2024.

Par transmission du 6 novembre 2024, l'inspection a pris acte des modifications apportées aux installations qui ont été jugées notables mais non substantielles. Comme précisé dans ce rapport, les modifications apportées aux installations et à leur fonctionnement nécessiteront la mise à jour des rubriques ICPE applicables ainsi que l'actualisation des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation via la rédaction d'un arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires.

L'exploitant a informé l'inspection qu'une demande de devis a été passée auprès de la société SADE pour une étude complète des réseaux et de la faisabilité de réalisation du bassin de confinement. L'exploitant va solliciter une autre société pour disposer d'un deuxième devis.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Pour la mise à jour de l'arrêté préfectoral d'autorisation, l'exploitant transmettra :

- ➔ un plan à une échelle adaptée permettant de visualiser le réseau des eaux usées et son point de rejet (le plan page 15 du dossier transmis le 5 juillet 2024 n'est pas lisible) ;
- ➔ l'autorisation et la convention de déversement des eaux usées (eaux de l'aire de lavage et des laveurs d'air) dans le réseau d'assainissement communal pour traitement ;
- ➔ les modalités de gestion des eaux pluviales (dispositif de traitement, fréquence d'entretien des équipements) ;
- ➔ la date prévisionnelle de mise en place des moyens complémentaires de lutte contre l'incendie et de réalisation du bassin de confinement ;
- ➔ les premiers résultats d'autosurveillance des émissions atmosphériques.

Par ailleurs, l'exploitant pourra, sous réserve de justification, solliciter des modifications des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 octobre 2001.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Défense extérieure contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/10/2001, article 8

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 31/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avait(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 30/06/2024

Prescription contrôlée :

L'établissement est pourvu, sous la responsabilité de l'exploitant, en accord avec le Service Départemental de Secours et de lutte contre l'Incendie , des moyens d'intervention appropriés aux risques encourus.

La réserve d'eau d'une capacité de 350 m³ se trouvant dans l'enceinte de l'entreprise sera accessible en permanence aux engins d'incendie.

Le matériel de lutte contre l'incendie (extincteurs) mis en place dans l'établissement sera maintenu en bon état et vérifié périodiquement.

Des dispositions sont prises pour permettre une intervention rapide des services de secours et de lutte contre l'incendie en tous points intérieurs et extérieurs des installations. Les éléments d'information sont matérialisés sur les sols et les bâtiments de manière visible.

L'exploitant fournira aux sapeurs pompiers un plan de masse de l'établissement sur lequel figureront les bâtiments avec leur destination et les moyens de secours en eau utilisables par les sapeurs pompiers. Ce plan sera revu à chaque modification de la construction ou de mode de gestion de l'établissement.

Les voies d'accès à l'usine sont maintenues constamment dégagées.

Le personnel de l'établissement sera entraîné périodiquement à la mise en œuvre des matériels de secours et d'incendie. Des exercices pourront utilement être réalisés en commun avec les sapeurs pompiers. L'exploitant établira des consignes relatives à la lutte contre l'incendie. Celles-ci préciseront notamment:

- l'organisation de l'établissement en cas de sinistre;
- l'organisation des équipes d'intervention;
- la fréquence des exercices;
- les dispositions générales concernant l'entretien et la vérification des moyens de lutte contre

<p>l'incendie;</p> <ul style="list-style-type: none"> les modes d'appel des secours extérieurs ainsi que les personnes autorisées à lancer ces appels.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a sollicité le service départemental d'incendie et de secours (SDIS) qui a réalisé une visite du site le 14 mars 2024. Le compte-rendu de cette visite a été transmis au service de l'inspection.</p> <p>Le besoin en eau a été estimé à 660 m³ pour 2 heures (calcul D9/D9A du 28/11/2024). Considérant que seul un poteau incendie à l'entrée du site (60 m³/h) est utilisable et qu'un besoin complémentaire pour le caisson charbon actif a été estimé à 125 m³, l'exploitant a besoin de 665 m³ pour 2 heures.</p> <p>L'exploitant a informé l'inspection le 6 juin 2025, qu'une demande de devis a été faite à la société PETRUS et qu'il était en attente de leur retour (échéance fin 2025).</p> <p>Concernant le bassin de confinement, il est prévu de mutualiser le dispositif avec la société voisine BIOARMOR. Le projet nécessite l'achat d'une parcelle appartenant à la mairie de Plaintel. L'entreprise SADE a été sollicitée pour étudier la faisabilité du projet (échéance projet finalisé : 2026/2027).</p> <p>La réserve de 125 m³ pour le caisson de charbon actif et un dispositif complémentaire de 440 m³ seront installés avant la fin de l'année 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant demandera un avis auprès du service incendie SDIS sur le positionnement de la réserve de 440 m³ avant son installation et précisera les dates prévues pour l'installation des deux réserves incendie (440 m³ + 125 m³).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 4 : Émissions d'odeurs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des odeurs</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 31/10/2023 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription date d'échéance qui a été retenue : 30/04/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>- Article 4 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998: [...] Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés. [...]</p> <p>- Article 2.3 de l'arrêté préfectoral du 16/10/2001: L'établissement devra être aménagé, équipé et exploité de façon à éviter toutes nuisances en particulier olfactives et auditives du voisinage. [...]</p>

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection le 21 mars 2025 un dossier présentant les modifications apportées au système de traitement de l'air.

Ce dispositif a été installé en juin 2025 et comprend :

- 4 laveurs d'air dont 2 laveurs « acide » et 2 laveurs à eau ;
- un dévésiculateur, une batterie froide et une batterie chaude pour baisser la température et surtout baisser le taux d'humidité de l'air ;
- un caisson contenant deux lits verticaux de charbon actif de 20 m³ chacun (20 tonnes de charbon actif au total) ;
- en sortie de charbon actif un ventilateur (40 000 m³/h) aspirera l'air vers une nouvelle cheminée avec un point de rejet à 23,5 mètres.

Les opérations de renouvellement des charbons actifs ont lieu tous les 1 à 3 ans en fonction de leur saturation.

Le flux entrant dans le caisson charbon actif est en cours d'optimisation.

Le flux d'air à traiter « entrée caisson » variera en fonction des conditions atmosphériques, du sens des vents, des produits traités et des émissions mesurées.

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté l'outil de supervision. Celui-ci permet d'accéder aux paramètres de fonctionnement du dispositif de traitement. Il est prévu une mise sous alarme des dispositifs de traitement de l'air.

L'exploitant a fait part, lors de l'inspection, d'une défaillance du système de traitement de l'air (batterie froide/chaude) entrée caisson entraînant le bypass de ce dernier. Le défaut provenait d'une fuite du fluide et a été résolu le lendemain. Entre-temps, le traitement a été forcé avec un passage de l'air dans le caisson avant rejet par la cheminée.

Une nouvelle étude comprenant des mesures d'odeurs et une étude de dispersion ont été réalisées au cours de la semaine 30 par Odournet.

L'exploitant a prévu de réaliser une campagne de mesures des paramètres listés à l'article 4.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 octobre 2001 (SO₂, NH₃, CH₄S et COVT).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra les résultats de l'étude odeurs réalisée en juillet 2025 dès réception et présentera l'état d'avancement de l'automatisation (données météo pour le bypass) permettant l'optimisation du traitement de l'air via le caisson de charbon actif.

Post-inspection (26/09/2025) :

Transmission du rapport Odournet, émission d'odeurs du 29/07/2025.

Les mesures entrée / sortie caisson charbon actif font apparaître un abattement de 97,9 % des odeurs avec une concentration moyenne sortie des installations de 220 UO_E/m³ et 9,50. 10⁶ UO_E/m³.

Ces résultats respectent les éléments présentés dans le dossier de porter à connaissance du 21/03/2025 qui indiquait : « Pour respecter 5 uoE/m³ au P99.5 partout sur le domaine d'étude, il faudrait un flux en sortie de cheminée de maximum 3,86.10⁸ uoE/h, soit une concentration de 7 720 uoE/m³. »

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/10/2001, article 5.4.1 et 5.4.2

Thème(s) : Risques accidentels, Aire de dépotage - Identification substance

Prescription contrôlée :

5.4.1. - Stockages

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs :

- 100 % de la capacité du plus gros réservoir,
- 50% de la capacité des réservoirs associés. [...]

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. [...]

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules-citernes doivent être étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles. [...]

5.4.2. - Information sur les produits [...]

À l'intérieur de l'établissement, les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Constats :

Lors de l'inspection il a été constaté :

- l'identification et le stockage sur bacs de rétention des deux IBC contenant l'acide sulfurique (nouvelle pompe et tuyauterie pour transfert vers laveurs d'air) ;
- l'absence d'identification des deux cuves de soude placées sur rétention.

Le projet prévoit l'arrêt de l'utilisation de soude et de javel. La soude est conservée pour l'ajustement du pH et l'exploitant a indiqué le remplacement probable des cuves de soude par des IBC en fonction de la consommation.

Actuellement, la soude est livrée en IBC et les opérateurs de TERRIAL procèdent au transfert de la soude des IBC vers les cuves.

Post inspection (le 26/09/2025) :

Transmission d'une photo avec l'identification de la cuve de soude (nom, mentions de danger et EPI).

Type de suites proposées : Sans suite